

« Sauver la gouvernance mondiale, est-ce la bonne réponse ? »

Article rédigé par *François Martin*, le 17 février 2012

La mondialisation bouscule l'ordre ancien. Les structures existantes ne résistent pas aux coups de boutoirs réguliers de la spéculation, avec les « crises » qui s'ensuivent, et les conséquences sur nos niveaux de vie. D'où l'angoisse de l'opinion et ces attentes.

Pour autant, est-ce que la réponse, celle d'une « gouvernance mondiale » est adaptée ? On pourrait le penser. Mais en réalité, il y a par rapport à cette idée, un double contresens, de la part des opinions, et de la part des politiques. Ces deux contresens proviennent du fait que ni les uns ni les autres ne comprennent véritablement, de façon *pratique*, comment fonctionnent les marchés.

Trois temps

Pour ce qui est des opinions, l'erreur la plus habituellement commise consiste à ne pas *hiérarchiser* les problèmes dans le temps. Ainsi, selon que l'on raisonne à court, moyen ou long terme, les problèmes sont différents, et les solutions à mettre en œuvre aussi.

Ainsi, il nous semble qu'on peut différencier trois temps :

- Le temps court, ou « temps des catastrophes », ou « temps des extincteurs »
- Le temps moyen, ou « temps de la pagaille » (nous nous expliquerons sur ce terme)
- Le temps long, ou temps des « déficits stratégiques »

Le temps des extincteurs

Le temps court est, si l'on peut dire, le « temps des incendies »... et des extincteurs. Nous en avons de bons exemples avec la crise de l'Euro, ou celle de la Grèce. Par rapport aux risques encourus, à l'urgence nécessaire pour prendre les décisions, et aussi, ne l'oublions jamais, à l'extraordinaire complication de ce type de dossiers (qui mettent en œuvre de nombreux pays, et pour lesquels il faut trouver des solutions techniques et juridiques « pointues », mais qui conviennent à tous et pouvant être appliquées immédiatement), il faut reconnaître qu'on ne s'en tire pas trop mal. Jusqu'ici, pour chaque incendie, on a su trouver des solutions, sinon bonnes, du moins applicables et relativement efficaces, pour éteindre, puis « replâtrer ».

Le temps des déficits stratégiques

A l'autre bout de la chaîne du temps, il y a le temps long, qu'on pourrait appeler celui des « déficits stratégiques ». Nous savons bien que les structures économiques et financières actuelles ne sont plus adaptées, puisqu'elles datent de la fin de la guerre (Bretton Woods). Pourquoi n'a-t-on pas anticipé cette réforme ? D'une part, parce que la transformation a été *très rapide*. Ce qui change les choses, c'est avant tout la modification des grands équilibres commerciaux du monde, avec l'irruption sur la scène économiques de nouveaux acteurs comme la Chine, l'Inde ou le Brésil : nouveaux besoins de matières

premières qui font monter les prix et alimentent la spéculation, déplacements de capitaux rapides vers ces nouvelles perspectives d'investissements, dumping économique et social, sous-évaluation de leurs monnaies (à cause de la faiblesse de leurs marchés intérieurs), excédents commerciaux brutaux avec de « vieux » pays moins compétitifs, pays qui jusqu'ici « s'en tiraient » à peu près (cf la France), mise en lumière des autres faiblesses de ces pays (coût des services publics), nouveauté du commerce « Sud/Sud », alors qu'autrefois, tout passait par le Nord, tout ce réajustement « post-colonial » ne s'est fait que depuis 10 à 15 ans, pas plus. Nous avons vécu sur nos acquis, le réveil est très désagréable....

Par ailleurs, il faut reconnaître que ce n'est pas la qualité principale des pays démocratiques que de s'occuper de stratégie et d'anticipation. C'est même un de leurs graves défauts, que l'on découvre aujourd'hui, comme le reste. En effet, chez nous, les échéances électorales sont en général courtes, et les politiques réagissent d'abord à leurs opinions. Ils sont donc naturellement portés au court terme. Et qu'on ne crie pas trop « au loup » en les accusant de faiblesse : lorsqu'un homme politique prend courageusement ce chemin, en général il entre dans l'Histoire en même temps qu'il sort définitivement de la scène politique de son pays. La carrière de Gerhard Schröder en est un bon exemple... Les faiblesses des hommes politiques sont donc, bien souvent, le résultat des incohérences des opinions, c'est-à-dire de nous-mêmes.

Ce qu'il convient également de remarquer, c'est le fait que, mis à part les époques de reconstruction au sortir de catastrophes planétaires majeures (comme une guerre mondiale, et nous n'y sommes pas), où des « sauts qualitatifs » immédiats sont possibles, dans tous les autres cas, la construction de tout nouvel ordre international est *extrêmement lente*. Pourquoi ? Eh bien parce que les enjeux sont lointains et durables, que les pays sont très nombreux et divers, et qu'on ne peut procéder que par consensus. C'est la méthode des petits pas qui prévaut, et il ne peut en être autrement, sauf à ce que, à chaque étape, on redémonte ce qui vient d'être fait précédemment. Les opinions, souvent, ignorent ce fait.

Remarquons que c'est dans ce cadre que se situe la note de la Commission Justice & Paix « *Pour une Réforme du Système Financier et Monétaire International* » du 24/10/2011, et qu'on peut donc dire qu'elle est, à la fois, utile et pas utile : utile dans la mesure où elle donne des pistes de réflexion pour préparer l'avenir, les 10 ou 20 ans qui viennent, mais pas utile pour résoudre les problèmes de l'année prochaine, qui procèdent du « temps moyen » et pas du « temps long » [\[1\]](#).

Le « temps de la pagaille »..., et temps électoral !

Le véritable problème, en réalité, est bien celui du *temps moyen*. C'est celui qui concentre la majorité des problèmes, des frustrations et des critiques. En effet, même si l'on ne comprend pas exactement la forme qu'elles prendront, on sent néanmoins venir les prochaines catastrophes, celles qui vont nous « tomber dessus » dans un ou deux ans. Mais on ne sait pas, hormis attendre et traiter « à chaud », comme pour la Grèce, comment les résoudre. Nos opinions ont alors tendance à penser qu'elles pourraient se traiter avec des solutions de « temps long » (négociations multipartites pour une nouvelle organisation de la gouvernance mondiale, etc...), et c'est là le contresens. « Pourquoi ne se met-on pas d'accord ? », disent-elles, oubliant la plupart du temps que si les politiques n'avancent pas plus vite, c'est précisément parce qu'ils savent que s'ils revenaient vers elles avec des solutions de compromis, acquises « aux forceps », donc chères, les opinions seraient les premières à refuser les sacrifices demandés, et à accuser leurs dirigeants de ne pas avoir obtenu *tout contre rien*. Les exemples abondent dans ce sens. Il y a là un problème de *cohérence*, non pas des politiques, mais bien *des opinions*, qui n'est pas facile à résoudre.

Ainsi, dès que les foyers d'incendies des « temps courts » sont éteints, les politiques, qui ne sont, eux, ni stupides ni incohérents par rapport aux systèmes démocratiques qui les ont portés au pouvoir, s'empressent de retourner sur leurs « prés carrés » et de défendre bec et ongles, autant que faire se peut, leurs opinions et leurs lobbies : leurs fermiers du Middle West, leurs moutons et leurs vaches de stabulation libre très compétitifs, leurs machines-outils, leurs grands groupes semi-étatiques, leurs banques de marché, leurs places financières mondiales, leurs ateliers bon marché, leur monnaie universelle, etc... Il est logique qu'ils fassent de la sorte. Ceux qui n'agissent pas ainsi et qui ont un comportement « altruiste » perdent sur les deux tableaux : ils font des concessions quand les autres n'en font pas, et ils déplaisent à leurs opinions, qui

ensuite les chassent en leur reprochant de ne pas avoir été assez durs. Pour cette raison, les solutions de « temps moyen », qui est aussi le « temps électoral », sont extrêmement difficiles, voire impossibles, à trouver. C'est bien la réalité !

Intox

Proposer des solutions de « gouvernance », qui sont des réponses de « temps long », pour résoudre ces problèmes de « temps moyen », c'est donc au mieux du « wishfulthinking » (du rêve...) pas adapté à la réalité des problèmes qui sont posés (mais la « promotion » en est faite par nombre d'experts dont c'est le métier), au mieux du « window dressing » (un « rideau de fumée »), un leurre démocratique, utilisé par les politiques et destiné à faire croire aux opinions qu'ils agissent et qu'ils avancent, alors que chacun sait pertinemment que ce n'est pas possible. A notre avis, les opinions le savent aussi, ou en tout cas elles le sentent, mais personne n'ose le dire vraiment, ni les politiques ni elles-mêmes, parce qu'il faudrait reconnaître soit la réalité de l'impuissance, soit celle des sacrifices à faire...

La pagaille du commerce mondial

Par ailleurs, si nous disons que ce « temps moyen » est le « temps de la pagaille », c'est parce que c'est la réalité. Que voyons-nous en effet ? Le spectacle est affligeant : tout le monde cherche à acheter, à vendre, à prêter et à emprunter à tout le monde, sans aucun ordre visible, sans tenir compte ni des cohérences culturelles, ni des solidarités de proximité, ni des coûts de transport, ni des disparités de compétitivité et de revenus, ni des conséquences industrielles et des coûts sociaux, ni des déficits commerciaux, ni des capacités de remboursement (cf Chine et Japon qui acceptent d'être payés de leurs exportations, càd du travail de leur peuple, avec des bons du Trésor américain, càd de la simple reconnaissance d'une dette qui ne cesse d'augmenter...), ni de la règle élémentaire du commerce, « Vivre et laisser vivre », telle que si je tue mon client ou mon fournisseur, je me mets moi-même comme le prochain sur la liste... Tout cela en montant et démontant les usines dès que l'on croit y trouver un avantage financier, même mineur. Et cette « pagaille » est encore amplifiée par le caractère très déresponsabilisant de nos systèmes de couverture chômage, qui sont tels que lorsqu'une usine délocalise, elle mutualise les nuisances (qui sont payées par la collectivité), mais privatise ses profits. Avec de telles conditions, pourquoi hésiter ?

Que faire ?

Face à ces vrais problèmes et aux frustrations de leurs opinions, les politiques ne savent pas trop quoi faire. Ils savent que l'ordre mondial prend du temps, et croient (c'est le deuxième contresens) qu'entretemps, il n'y a rien à faire qu'à « amuser le tapis ». Ils accumulent ainsi les sommets sans résultats tangibles (et pour cause !), les ressentiments, et ils se trompent, car *on peut agir*. Comment ? Il nous semble que pour résoudre cette « pagaille », ce n'est pas *en premier lieu* vers la recherche de gouvernance qu'il faut aller, mais bien vers quelques règles simples de marché, propres à *ordonner* ceux-ci, de telle sorte que l'on puisse déjà retrouver un peu de cohérence commerciale (et donc financière), et une certaine forme d'organisation *naturelle* des affaires. Lorsqu'on sera sorti de la cacophonie, ce sera alors sans doute plus facile de se mettre d'accord sur des principes de fonctionnement consensuels et durables pour le long terme, mais quiconque regarde la situation actuelle avec un peu de bon sens se rend compte facilement que c'est strictement impossible en l'état.

Nous voyons actuellement deux choses à faire, deux directions vers lesquelles on peut aller.

Restaurer les compétitivités déficientes

L'une est de restaurer la compétitivité des pays qui l'ont perdue. En effet, restaurer la compétitivité des pays qui sont gravement déficitaires sur ce plan, de façon à ce que chacun se respecte, que l'on se parle et que l'on négocie « à armes égales » et pas « le couteau sous la gorge », c'est du simple bon sens. Rien ne sort de

bon d'une négociation trop déséquilibrée. Réduire les déficits commerciaux, restaurer les équilibres, nous semble déjà une première chose que l'on peut faire, et que chacun peut admettre. C'est déjà en soi un *très vaste chantier*, où tous ont à y gagner, les déficitaires et les excédentaires, puisqu'il s'agit simplement de « commerce bien compris ». Chacun peut comprendre que laisser s'exacerber la compétition, c'est à la fois laisser sur le chemin tous ceux qui ne peuvent pas suivre, mais c'est aussi, pour les vainqueurs, la course au précipice, au « plus riche du cimetière »..

Par ailleurs, nous avons la certitude (cf « [Mondialisation sans peur](#) ») que nous disposons de très grandes capacités de compétitivité, des « gisements de productivité dormants », qui peuvent être activés, à condition en particulier de modifier nos modes de pensée et nos comportements, et de restaurer les climats sociaux à l'intérieur de nos entreprises. Ainsi, il est possible de compenser, par l'excellence de notre travail et de notre technologie, les avantages qu'ont les pays à bas coûts. Il n'est pas possible ici de beaucoup développer ce point, mais qu'il nous suffise de dire que si l'Allemagne y a réussi, pourquoi pas nous ?

Créer de vastes marchés « protégés »

L'autre solution, c'est de créer de grands marchés Nord/Sud relativement protégés, en Asie (Chine/Asie du SE/Australie), en Europe (Europe centrale/Europe de l'Ouest/Méditerranée/Afrique), et en Amérique (Amérique du Nord/Centrale et du Sud). Dans chacune de ces zones, en effet, on trouve à la fois des cohérences culturelles, des proximités géographiques avec des coûts de transports plus faibles, des complémentarités capitalistiques, technologiques et de main d'œuvre, et même des fuseaux horaires identiques pour pouvoir se parler facilement.

Ces grands marchés, combinant le libre échange en interne avec une certaine protection externe, existent déjà pour la plupart : UE, NEPAD, ASEAN, ALENA, Mercosur. Mais ils ne font que protéger une zone donnée, sans promouvoir forcément une *vraie complémentarité* capital/technologie/main d'œuvre. Par ailleurs, avec entre 500 Millions et 1 Milliard de consommateurs, ils sont *trop petits*, au regard de la taille des grandes entreprises, des capitaux disponibles et des besoins de développement. Enfin, l'intégration « verticale » de cette nature est déjà en cours. Mais elle peut être amplifiée et mieux organisée.

Lorsque nous disons que ces marchés doivent être « protégés », bien entendu, ils ne doivent pas être des forteresses. Mais ne jouons pas aux hypocrites : nous savons bien que les marchés « matures » aujourd'hui, USA, UE, Japon, etc., le sont devenus parce qu'ils ont su relativement se protéger, et que nous ne serions certainement là où nous sommes si nous avions ouvert toutes nos frontières « à tous les vents » ? Alors, pourquoi faudrait-il en faire une question idéologique ? La protection n'est pas le protectionnisme.

On s'en sortira !

Il nous semble que ces deux objectifs, *restauration des compétitivités déficitaires* et des équilibres commerciaux d'une part, *organisations de vastes marchés* « de proximité » d'autre part, sont simples à comprendre, naturels, et possiblement satisfaisants pour tous, puisqu'ils offrent, sans pour autant « faire la charité » de façon déresponsabilisante à ceux qui doivent faire des efforts de redressement, des débouchés à tous : ceux qui ont de la main d'œuvre et des besoins de base et d'investissements d'une part, ceux qui ont à placer leur technologie, leurs ingénieurs et cadres de haut niveau et leurs capitaux d'autre part. En soi, leur réalisation constitue de *vastes chantiers*, où peuvent jouer à la fois *l'effort et la solidarité*, avec une certaine forme de protection, qui doit cependant rester *relative*. On peut dire par ailleurs que ces vastes chantiers sont *naturels*, puisqu'ils sont déjà en voie de réalisation dans de nombreux pays et zones. Mais on doit les amplifier et les organiser.

Il nous semble aussi que ces objectifs sont cohérents avec la DSE, précisément parce qu'ils combinent effort et solidarité, qu'ils visent à restaurer l'ordre et la prospérité au bénéfice de tous, et qu'ils procèdent du *bon sens*, qui est, comme chacun sait, la manifestation la plus naturelle de l'Esprit Saint (« Qu'as-tu à me dire que je suis bon ? Dieu seul est bon » – Paroles du Christ au jeune homme riche).

Par contre, il nous semble que vouloir forcer, en peine cacophonie, 198 pays à se parler et à s'entendre, alors

qu'ils sont *tous sous stress*, stress de surchauffe de croissance pour les uns, stress de récession pour les autres, et prêts à s'étriper pour quelques miettes de parts de marchés, cesserait vouloir faire, à proprement parler, l'Economie du Diable....

*Article rédigé d'après la conférence donnée au colloque du 11 février organisée par la Fondation de service politique et l'Association des Economiste Catholiques sur le thème crise économique, crise politique, crise morale.

Retrouvez tous les articles sur la gouvernance mondiale dans le cadre de la présidentielle dans notre dossier :

[1] Attention : Nous ne disons pas que le travail consistant à réformer la gouvernance mondiale n'a pas d'importance, bien au contraire. On peut consulter à ce titre deux autres documents importants :

- Le [Rapport « Gouvernance mondiale » livré dès 2002 par Pierre Jacquet, Jean Pisani-Ferry et Laurence Tubiana](#).
- Le Rapport « *De la mondialisation à l'universalisation : une ambition sociale* », remis par Christine Boutin au Président Sarkozy en Décembre 2010.